

Programme mondial de renforcement de l'État de droit, des droits humains, de la justice et de la sécurité pour une paix et un développement durables

2023
POINTS FORTS DU
RAPPORT ANNUEL

En cas de conflits et de crises, l'accès aux droits humains et à la justice est essentiel pour prévenir et lutter contre les crimes de guerre, protéger les civils, garantir la redevabilité, amplifier les efforts de consolidation de la paix et soutenir le développement post-conflit, notamment la justice transitionnelle. Les mesures de sécurité sont essentielles pour sauver des vies, réduire la violence, maintenir le contrat social et la cohésion sociale.

Dans les conflits qui faisaient rage en 2023, le PNUD a maintenu sa présence et poursuivi ses actions, pour assurer un soutien continu à l'État de droit, aux droits humains, à la justice et à la sécurité.

Le mécanisme principal du PNUD pour la programmation en matière d'État de droit et de droits humains est le Programme mondial de renforcement de l'État de droit, des droits humains, de la justice et de la sécurité pour une paix et un développement durables (le Programme mondial). Il fonctionne conformément à l'Offre de crise du PNUD pour aider les pays à anticiper, prévenir, répondre à et sortir de la crise. Le Programme mondial est mis en œuvre par l'équipe en charge de l'État de droit, de la justice, de la sécurité et des droits humains au sein du Bureau de crise et fait partie du Global Policy Network (GPN) du PNUD.

En 2023, le Programme mondial a fourni une assistance financière, technique et d'experts à plus de 100 pays et territoires dans le monde. Son travail politique était axé sur le renforcement mutuel des droits humains et des Objectifs de développement durable (ODD), en faisant la promotion de la justice et de la sécurité centrées sur les personnes, en analysant les lacunes et les solutions en matière de justice environnementale, de justice numérique et de justice de genre, et en examinant les pratiques commerciales responsables dans les contextes de conflit.

À travers le système des Nations Unies et au-delà, le Programme mondial sert de plateforme unique pour les partenariats, conformément au rôle d'intégrateur joué par le PNUD et en soutien à l'approche One-UN.



Session de sensibilisation sur la violence sexuelle et basée sur le genre en milieu rural, région de Gabu, Guinée-Bissau. PNUD

Lire le rapport :



IMPACT MONDIAL

- Dans **34** contextes, le Programme mondial a soutenu **les institutions, systèmes ou parties prenantes** des droits humains pour renforcer les capacités et soutenir le respect des traités ratifiés au niveau national et international relatifs aux droits humains.
- Dans **17** contextes, le Programme mondial a soutenu la formation à la diligence raisonnable en matière de droits humains pour que les entreprises comprennent comment identifier, réduire et répondre aux violations des droits humains à travers leurs chaînes d'approvisionnement.
- Dans **17** contextes, le soutien au Programme mondial a contribué à l'établissement et/ou au renforcement des **mécanismes de justice et de sécurité**, des processus et des cadres pour prévenir, répondre à et gérer les **violences sexuelles et sexistes, et les violences sexuelles en période de conflit**.
- Dans **11** contextes, le Programme mondial a présenté ou renforcé des solutions de justice transitionnelle **centrées sur les personnes** et sensibles au genre.
- Le Programme mondial a conçu ou renforcé **59 services de justice ou de sécurités, des politiques** ou des solutions numériques innovantes **centrées sur les personnes**.

Fin 2023, le Cadre intégré de résultats et d'allocation des ressources intégré du PNUD montre que le PNUD a soutenu dans le monde **90 millions** de personnes dans l'accès à la justice (cumulé).

PARTENARIATS

Point focal mondial pour l'État de droit

Le Point focal mondial pour l'État de droit (Global Focal Point, GFP) fournit une expertise et un financement catalyseur pour des approches communes intégrées à travers les Nations Unies (NU). Coprésidé par le PNUD et le Département des opérations de paix (DPO) des Nations Unies, le GFP renforce l'approche One-UN pour répondre aux les conflits violents, protéger les droits humains et rétablir la justice et la sécurité.

En 2023, le GFP a assuré un financement catalytique et/ou une expertise technique pour la programmation commune en matière d'État de droit en République centrafricaine, dans la République démocratique du Congo, en Haïti, en Libye, au Mali et en Somalie.



En République centrafricaine, lutter contre l'impunité est la priorité du Programme commun pour l'État de droit. PNUD RCA

Pour soutenir l'État de droit sensible à l'égalité de genre et les services de sécurité, le GFP a mis en œuvre son groupe de travail sur la justice de genre. Il a également soutenu une Initiative pour l'égalité de genre afin d'assurer le déploiement d'officiers pénitentiaires femmes dans les opérations de la paix des Nations Unies.

Plateforme de justice de genre



La juge Amina Augie, de la Cour suprême du Nigéria, parle de son expérience lorsqu'elle est devenue juge à l'occasion de l'événement #HagueTalks sur la Plateforme de justice de genre. HagueTalks

En 2023, la Plateforme de justice de genre, un partenariat mondial entre le PNUD et ONU Femmes pour faire progresser l'égalité des sexes et combler les lacunes mondiales en matière de justice de genre, a élargi son réseau et sa portée à travers de nouveaux partenariats. Le soutien à la programmation sur place a également été étendu car 31 pays dans le monde recevaient du soutien à travers la Plateforme.

Pour améliorer la représentation effective des femmes dans le système de justice en Afrique, le PNUD et ONU Femmes ont lancé l'initiative Women in Justice in Africa Initiative, basée sur la recherche commandée par la Plateforme de justice de genre dans 14 pays africains.

Des initiatives de justice de genre innovantes ont été mises en œuvre en Asie-Pacifique et dans les États arabes où des données comportementales ont été utilisées pour analyser les causes profondes de l'inégalité de genre dans la prestation de services de justice et de sécurité.

SALIENT : Saving Lives Entity

Saving-Lives Entity (SALIENT), initiative commune du PNUD et du Bureau des affaires de désarmement des Nations Unies, fonctionne sur le principe selon lequel le contrôle des petites armes et la réduction de la violence armée doivent être menés au niveau national, centrés sur les personnes, préventifs et correctifs.

En 2023, SALIENT a réalisé la mise en œuvre au Cameroun, en Jamaïque et au Soudan du Sud, en apportant un soutien législatif et aux politiques, un renforcement des capacités pour l'application de la loi, des activités de sensibilisation et pédagogiques avec des communautés, des acteurs de la société civile, des journalistes et des jeunes.

Pour préparer la voie à la mise en œuvre de SALIENT en 2024, l'équipe a organisé des consultations au Ghana, au Kirghizistan, au Panama et en Papouasie-Nouvelle-Guinée pour identifier les besoins de ces pays sur la réduction de la violence armée.



En 2023, le PNUD a ouvert une salle d'éducation à la paix dans une école locale à Kupari, dans la province d'Hela en Papouasie-Nouvelle-Guinée. La province a été un foyer de conflits intercommunaux ces dernières années. PNUD Papouasie-Nouvelle-Guinée

Partenariat tripartite pour soutenir les institutions nationales des droits humains



Atteindre les ODD nécessite de s'appuyer sur et de renforcer une culture et un système de promotion et de protection des droits humains. PNUD Honduras

En 2023, le Programme mondial du PNUD a soutenu les institutions, systèmes et parties prenantes des droits humains dans 34 pays, notamment à travers le Partenariat tripartite (TPP) avec l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits humains, le PNUD et le Haut Commissariat des Droits de l'Homme des Nations Unies.

Pour amplifier le potentiel des institutions nationales des droits humains (INDH), le TPP a étendu son assistance axée sur la demande pour atteindre les INDH à travers toutes les régions. Le TPP a identifié 13 INDH pour recevoir l'appui programmatique du TPP afin de renforcer et d'évaluer leurs capacités en 2024.

Pour améliorer la coordination et pour répondre aux demandes et aux défis auxquels sont confrontés les INDH, le PNUD a convoqué les parties prenantes notamment les États membres, près de 100 représentants des INDH, des partenaires et de la société civile pour discuter de la contribution des INDH au développement durable et des opportunités pour accélérer les progrès.

PRINCIPAUX RÉSULTATS : POINTS FORTS DANS LES PAYS ET AU NIVEAU DES POLITIQUES

Justice axée sur les personnes

- En **Ukraine**, le PNUD a créé les bureaux du système d'assistance juridique gratuite pour fournir un service et des conseils de qualité directs à plus de 100 000 personnes. De plus, le PNUD a renforcé la capacité de 119 procureurs et officiers de police (dont 53 femmes) dans le cadre d'enquêtes et de poursuites pour crimes de guerre. Globalement, le soutien d'experts et financier du PNUD a eu un effet catalytique sur le développement d'un système national de soutien aux victimes et témoins par le Gouvernement, apportant ainsi un changement transformateur dans le renforcement des mécanismes nationaux de responsabilité pénale.
- En **Sierra Leone**, les initiatives du PNUD ont accéléré les procès et les examens des dossiers. Plus de 800 (soit près de 80 pour cent) des dossiers en arriéré judiciaire ont été résolus et plus de 600 dossiers ont été examinés, pour lesquels les verdicts étaient injustifiés. Près de 3 000 personnes (dont 1 000 femmes) ont eu accès à la justice et aux voies de recours suite au soutien du PNUD au jugement, examen et contrôle en temps opportun des dossiers en arriéré judiciaire.



L'équipe mobile d'Ungheni aide les réfugiés ukrainiens et les victimes de violence directement au sein de leurs communautés en Moldavie. PNUD Moldavie

- Le PNUD a fourni des services de justice aux femmes rurales, aux personnes déplacées internes, aux victimes de violences sexuelles et aux communautés les plus à risque d'être marginalisées. Au Burkina Faso, la République démocratique du Congo, Djibouti, le Liban, la Moldavie et au-delà, le PNUD a soutenu des mécanismes mobiles de justice et juridiques, notamment des tribunaux mobiles, des centres d'assistance mobiles et des équipes de justice. En capitalisant sur les avancées dans les technologies numériques, ces mécanismes ont rendu la justice plus accessible aux personnes qui avaient besoin d'une assistance légale mais qui n'avaient pas les moyens d'y avoir recours.
- Au Sri Lanka, la Commission d'aide légale a établi 14 cliniques d'aide légale pour permettre à plus de personnes d'accéder à l'aide légale. Notamment, le financement du Programme mondial a été catalyseur car il a donné un nouvel élan aux interventions de connaissance et d'aide légale financées par l'Union européenne. Le PNUD a organisé des ateliers pour 200 officiers de justice qui ont eu un effet à long terme sur l'administration judiciaire. Une nouvelle loi a été adoptée avec un renforcement des garanties de protection pour les victimes et les témoins.

Droits humains

- Dans l'État de Palestine, Sawasya II (le programme commun d'État de droit du PNUD, d'ONU Femmes et de l'UNICEF) a fourni une assistance juridique directe à plus de 11 000 Palestiniens, la plupart des femmes. De plus, à travers des organisations de la société civile soutenues par le PNUD à Gaza, près de 600 personnes (plus de 40 pour cent étaient des femmes) ont reçu de l'aide dans les affaires de liberté de mouvement. Plus de 50 pour cent des affaires ont été résolues en leur faveur.
- Au Myanmar, des activistes de la société civile et des parajuristes ont assuré plus de 500 consultations légales sur les droits au logement, à la terre et à la propriété. Cela a permis de réduire les risques de protection et d'améliorer les moyens de subsistance. De plus, le PNUD a appuyé l'autonomisation des femmes rurales et déplacés internes en renforçant leurs capacités dans le domaine du numérique : 37 sessions d'alphabétisation numérique ont été organisées avec la présence de 380 femmes et 254 hommes.
- Au Mozambique, le PNUD a renforcé les capacités de l'institution nationale des droits humains (INDH) : à travers une formation sur le traitement des plaintes et une visite d'étude au Kenya. En Sierra Leone, l'INDH a développé un mécanisme pour recueillir les plaintes dans les communautés éloignées. En Ukraine, le PNUD a renforcé les capacités de l'INDH et lui a apporté les connaissances et les outils nécessaires pour assurer une meilleure protection des droits humains durant le conflit.
- Pour aider les Gouvernements à respecter le droit à un environnement sain, le PNUD a lancé une programmation de justice environnementale en Bolivie, au Liban, au Pakistan et au-delà. Des forums régionaux ont été organisés dans les Balkans occidentaux et dans les États arabes, le dernier en partenariat avec l'Institut national des droits humains du Royaume de Bahreïn.



Séance de consultation sur la promotion de l'accès à la justice environnementale avec les principaux ministères au Baloutchistan, au Pakistan. PNUD



Entretien avec la direction du Secrétariat du Parlement ukrainien Commissaire aux droits de l'homme à Kyiv en matière de logement durant une alerte aérienne. PNUD Ukraine / Maksym Polishchuk

Entreprises et droits humains

- Pour promouvoir la mise en œuvre des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits humains (BHR), le PNUD a organisé quatre forums B+HR régionaux, notamment un forum inaugural dans les Caraïbes, impliquant plus de 3 700 personnes.
- Le soutien technique du PNUD aux Gouvernements a joué un rôle clé dans l'élaboration de Plans d'action nationaux sur les entreprises et les droits humains (PAN). En Asie, les PAN ont été adoptés par cinq pays : l'Indonésie, la Mongolie, le Népal, la Thaïlande et le Vietnam. En outre, le Mozambique a publié le premier projet de son PAN après une période de consultation de 55 jours impliquant plus de 1 000 parties prenantes. Le Kirghizistan et le Mexique ont tous deux publié des évaluations de référence nationales et des projets de PAN. De plus, le soutien du PNUD au Pakistan a incité le gouvernement à créer le cadre politique de diligence raisonnable en matière de droits humains (DRDH) dans le cadre de sa mise en œuvre complète des PAN.
- En 2023, le PNUD a également étendu son travail direct au secteur privé. À travers son partenariat mondial avec le Gouvernement du Japon, le PNUD a facilité la participation de plus de 1 300 entreprises à la B+HR Academy, une initiative mondiale du PNUD axée sur la formation à la DRDH. Son guide pour les entreprises opérant dans des contextes touchés par des conflits était référencé dans la Directive sur la diligence raisonnable des entreprises en matière de développement durable de l'UE (Corporate Sustainability Due Diligence Directive, CSDDD) et approfondi dans un module de formation globale pour les entreprises. Entre-temps, pour aider les entreprises à prendre des mesures sur la triple crise planétaire, le PNUD a conçu un outil pratique sur la diligence raisonnable en matière de droits humains et l'environnement en consultation avec plus de 200 parties prenantes.



Via des séances d'orientation individuelles menées par la B+HR Academy, le PNUD a soutenu une entreprise de production de cuir mongolienne dans la gestion des risques liés aux droits humains. PNUD



En 2023, avec le soutien du Gouvernement du Japon, la B+HR Academy du PNUD a formé plus de 1 300 entreprises à la diligence raisonnable en matière de droits humains afin de répondre aux risques pour les droits humains dans leurs opérations et leurs chaînes d'approvisionnement PNUD

Sécurité communautaire

- En **Irak**, le PNUD a établi six postes de police modèles (PPM) et formé 3 360 officiers de police irakien sur les approches centrées sur les personnes. D'après une enquête menée dans les contextes où les PPM étaient opérationnels, les personnes se sont senties plus en sécurité et ont perçu les forces de police comme une source fiable de soutien et de justice pour les victimes et les témoins de crime, représentant un changement de la perception du public et de la confiance dans l'application de la loi.



Atelier sur la police centrées sur les personnes au centre de formation des commandants du ministère irakien de l'Intérieur. PNUD Irak

- Au **Mali**, 239 conflits locaux ont été empêchés ou gérés par médiation et d'autres interventions des commissions villageoises qui ont été redynamisées grâce au soutien du PNUD. Les femmes et les jeunes représentaient au moins 30 pour cent des membres des Commissions foncières.
- En **Somalie**, une politique formelle a été pour la première fois définie dans l'État de Galmudug avec le soutien du PNUD – une étape majeure dans la prestation d'un service de police professionnel formel dans la région. Après un cours de formation de trois mois, 400 nouvelles recrues (dont 64 femmes) ont été déployées aux districts d'État.
- Au **Venezuela**, le PNUD a soutenu le développement de SIETPOL, une plateforme d'information pour surveiller et contrôler les opérations de police afin d'améliorer la responsabilité interne dans une situation de risque élevé.



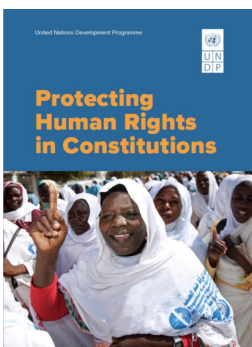
Recrues de base de la nouvelle force de police de Galmudug. PNUD Somalie

SUIVI, ÉVALUATION ET APPRENTISSAGE

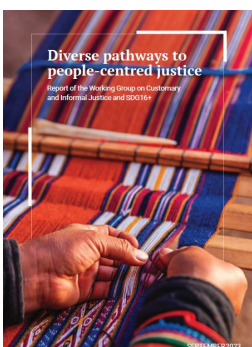
Points forts de la publication



Droits humains et intégration des systèmes des ODD : Au-delà des liens, des données et de l'efficacité pour ne laisser personne de côté. souligne la nécessité d'exploiter le potentiel des droits humains et de l'intégration des systèmes des ODD pour accélérer les solutions de politique inclusive.



Un guide intitulé La protection des droits humains dans les constitutions aide les rédacteurs de constitutions à concevoir des constitutions plus fortes fondées sur les besoins nationaux et les normes internationales.



Le rapport Diverse Pathways to People-Centred Justice: Report of the Working Group on Customary and Informal Justice and SDG16+ plaide pour un engagement accru avec les acteurs de la justice coutumière et informelle.



Suivi, évaluation et apprentissage : nouvelle approche

L'unité de suivi, évaluation et apprentissage (MEL) du Programme mondial est devenue entièrement opérationnelle en 2023. En consultation avec les partenaires, le Programme mondial a mis à jour sa stratégie et son approche de MEL pour une mise en œuvre l'année prochaine. Des orientations, des outils et des modèles ont été conçus pour le recueil systématique des résultats du programme et la réflexion continue des pays et projets du programme.

Les activités MEL du Programme mondial s'alignent sur et contribuent activement à la Stratégie de gestion des connaissances interne du PNUD, ainsi qu'aux actions prioritaires de gestion des connaissances et au plan de mise en œuvre du Bureau de crise, et à l'Agenda d'apprentissage de l'offre de crise, en collaboration avec le Global Policy Network et avec les fonctions de connaissance du PNUD.

En 2023, l'unité MEL a (co-)conçu et organisé des événements d'apprentissage pour stimuler la réflexion collective, l'échange de connaissances et l'apprentissage.



L'État de droit, la sécurité et les droits humains – Apprentissage collaboratif 2023 : permettre le changement à travers le suivi, l'évaluation et l'apprentissage, ainsi que par l'innovation et l'intégration. PNUD

LE PROGRAMME MONDIAL FONCTIONNE GRÂCE AUX CONTRIBUTIONS GÉNÉREUSES DE



POUR PLUS D'INFORMATIONS, VEUILLEZ CONTACTER

Katy Thompson

Cheffe d'équipe État de droit, sécurité et droits humains.

katy.thompson@undp.org

@KatyThompsonROL

Alexandra Meierhans

Directrice du programme

alexandra.meierhans@undp.org

@AlexMeierhans